

Chapitre 2

LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

Évolution du commerce extérieur du Canada

Le taux de rendement du commerce mondial de 1980 à 1982 a été à son plus bas en 35 ans, selon une moyenne bisannuelle. À la fin de 1983, cependant, les échanges internationaux remontaient la pente, alimentés en bonne partie par les importations des États-Unis, tendance qui est restée forte au début de l'année suivante. La croissance dans les derniers mois de 1983 a entraîné une augmentation d'environ 2 p. 100 du volume du commerce mondial, bien qu'en termes absolus le niveau moyen de 1983 soit resté inférieur à celui de 1981. La reprise des échanges s'est manifestée surtout dans les pays industrialisés, car la capacité réduite de certains pays en voie de développement de financer leurs importations a continué de limiter leurs échanges commerciaux.

La performance commerciale du Canada en 1983 a reflété les conditions économiques au pays et à l'étranger. Les importations ont fait un bond en avant parallèlement à l'accroissement des dépenses de consommation. Les exportations ont aussi affiché une forte augmentation, leur volume s'accroissant de 9,6 p. 100. Le surplus commercial de 1983, qui s'est chiffré à 15,4 milliards de dollars, diffère donc par sa composition de l'excédent record de 1982 qui était le résultat d'un accroissement constant des exportations conjugué à une baisse des importations. Le premier trimestre de 1984 maintient la tendance de la dernière partie de 1983 : fluctuation des prix et croissance ferme du volume des échanges, résultant en des surplus mensuels répétés (bien que ceux-ci aient été réduits par la fermeté relative du dollar canadien outremer et par la progression rapide des importations).

Évolution régionale des échanges

Sur le plan régional, les échanges n'ont pas tous suivi le mouvement général. Les États-Unis ont été de loin le plus important fournisseur et client du Canada, plus de 70 p. 100 de nos exportations et de nos importations se faisant avec ce pays. Les échanges bilatéraux se sont accrus, avec en tête les produits manufacturés (notamment les produits de consommation, et tout particulièrement les voitures); en fin d'année, notre surplus avait augmenté de plus de 2 milliards de dollars pour atteindre 10,3 milliards. À cet égard, le Canada et les autres partenaires commerciaux des États-Unis ont profité de la bonne tenue du dollar américain ainsi que de la relance des dépenses de consommation et des investissements aux États-Unis. Toutefois, les énormes déficits commerciaux qu'engendraient ces mêmes facteurs ont alimenté les pressions protectionnistes aux États-Unis et menacé les intérêts du Canada au chapitre des exportations. Par exemple, des mesures de restriction des importations ont été prises à l'égard des aciers spéciaux l'été dernier; vu l'absence de compensations satisfaisantes pour le préjudice

subi par nos intérêts commerciaux, le Canada a retiré des concessions équivalentes aux États-Unis aux termes de l'article XIX du GATT. (Celles-ci ont été rétablies lorsque le Congrès, en guise de compensation, a exempté le ciment des dispositions d'achat aux États-Unis du *US Surface Transportation Assistance Act*). La viande de bœuf et de veau, le sucre et les préparations à base de sucre ont fait l'objet de mesures restrictives de la part des États-Unis.

Les échanges avec la CEE ont souffert surtout en raison de la sévérité de la récession en Europe, de la lenteur relative de la reprise économique et de la vigueur comparative du dollar canadien. Nos exportations dans chacun des dix pays ont baissé globalement de 10 p. 100, alors même que nos importations de plusieurs de ces pays — et notamment de la République fédérale d'Allemagne (RFA) — étaient en hausse. Sur des échanges d'environ 12,8 milliards de dollars, le surplus du Canada est donc tombé à moins d'un milliard de dollars, soit la moitié de ce qu'il était en 1982. Diverses mesures d'adaptation prises de part et d'autre ont également perturbé les relations commerciales du Canada avec la CEE, par exemple la décision de cette dernière de réduire au début de 1984 le contingent de papier journal admis en franchise. Malgré l'évolution récente de la situation, l'Europe occidentale est restée, avec 8,5 p. 100 de nos exportations, le plus important marché extérieur du Canada après celui des États-Unis.

Nos échanges avec les pays de la bordure du Pacifique ont affiché un bilan mixte. Les exportations au Japon, notre deuxième partenaire en importance, ont connu une progression modeste, alors que nos importations sont montées en flèche, notamment dans les secteurs de l'automobile, des ordinateurs et du matériel de télécommunication. Il y a donc eu une réduction considérable de notre excédent commercial traditionnel. Les importations de voitures au Canada ont été le poste le plus important, vu la reprise de la demande intérieure et l'effort d'adaptation des producteurs canadiens à l'évolution des besoins des consommateurs. La Chine est restée, et de loin, le deuxième plus important marché asiatique du Canada. Le Canada y a exporté pour plus de 1,6 milliard de dollars (principalement du blé, de la pâte de bois et des métaux, comme par le passé, mais aussi d'importantes livraisons de produits manufacturés). Le recul modeste de nos exportations à Hong Kong et dans les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a été compensé par l'accroissement des ventes à la Corée du Sud. Les exportations en Australie et à la Nouvelle-Zélande ont continué de chuter, comme l'ont fait nos importations de produits australiens.

En Amérique latine et dans les Antilles, l'heure était toujours au rééchelonnement de la dette, au contrôle strict du change et à l'extension des exigences en matière de licences d'importation. En outre, un marché pétrolier mondial bien fourni a réduit la capacité d'exportateurs pétroliers comme